



Introduction

NOUS écrivions, dans le premier numéro de *Politique africaine* (n° 61, mars 1996) dont nous étions responsables :

« Débats ...une nouvelle rubrique consacrée aux débats d'idées sur la politique en Afrique et aux interrogations les plus fondamentales qui traversent les sciences sociales et humaines. Débats doit être un lieu de réflexion et d'échanges à caractère scientifique affirmé, favorisant l'approche comparative et la rencontre des traditions intellectuelles et incitant les auteurs à discuter les approches et les traitements classiquement réservés aux objets politiques en Afrique. L'expression québécoise « remue-méninges » est la mieux appropriée pour définir cette rubrique qui suppose que se rejoignent l'effort intellectuel individuel et la confrontation des opinions raisonnées. Aux lecteurs de *Politique africaine* et aux membres de l'Association des chercheurs de *Politique africaine* de saisir cette opportunité de tracer de nouvelles pistes d'accès à la connaissance et de participer activement à l'étude du politique dans les sociétés africaines et par extension dans les sociétés humaines. »

Six mois plus tard, qu'en est-il de cette nouvelle rubrique Débats ? Que nous réserve la rentrée ? Et, au fond, Débats, c'est quoi ?

Le pari de la nouvelle équipe de rédaction consistait à vouloir créer un espace d'analyse sur la politique en Afrique, en élargissant la discussion à des auteurs divers par le biais d'approches comparatives et multidisciplinaires. En somme, ouvrir *Politique africaine* à des articles qui cherchent avant tout à repenser et à analyser les paradigmes de la recherche politique en Afrique. Repenser, certes, mais repenser pour mieux comprendre, c'est-à-dire au fond chercher à coller à la réalité africaine telle qu'elle nous somme et nous interroge.

Ce que nous cherchions, avant tout, était une réflexion sur l'Afrique et sur nos moyens à nous, africanistes, d'interroger l'Afrique : et ceci, sans idée préconçue, sans préférence idéologique, disciplinaire ou, encore moins, nationale ou raciale, sans ordre du jour, sans souci du qu'en dira-t-on académique mais toujours avec la volonté de maintenir la rigueur scientifique, sans laquelle le débat d'analyse ne peut que s'embourber dans la glaise des modes intellectuelles et des querelles d'école.

Nous voulions aussi, mais nous ne l'avons peut-être pas assez clairement dit, créer un espace de réflexion et d'écriture au sein de *Politique africaine* qui soit ouvert à tous ceux qui, en France ou ailleurs, aurait voulu envoyer

un article non commandité à notre revue. En effet, la qualité d'une revue telle que la nôtre, aussi élevée que nous puissions penser qu'elle soit à l'heure actuelle, ne s'améliorera pas si nous nous contentons des articles que nous sollicitons d'auteurs dont nous connaissons les compétences et les qualités.

Au contraire, et il est bon de le rappeler, la marque de la qualité d'une revue scientifique dont tous les articles sont soumis à l'évaluation de lecteurs (refereed articles), se jugera à terme par la qualité des articles non sollicités que la rédaction recevra. La qualité de la rubrique Débats est à l'image de la qualité que nous voulons pour Politique africaine.

La rubrique Débats est donc ouverte à ceux qui veulent divulguer leurs idées au sein d'une revue scientifique francophone dont la raison d'être est, faut-il le rappeler, d'œuvrer à faire avancer la compréhension du politique en Afrique. Certes, mais un débat ne se commande pas. Comme disent nos amis les Anglais : « It takes two to tango » ! Mais alors, le tango déplairait-il ? Car soyons francs : la réaction des lecteurs de Politique africaine et des membres de l'Association des chercheurs de Politique africaine se fait attendre. Il ne nous arrive que trop peu d'articles non sollicités et qui soient susceptibles d'être publiés dans Débats. Espérons que cela changera.

Nous n'en sommes qu'au début, bien sûr, mais enfin il serait bon que l'on se le dise et se le redise : Débats attend les articles de réflexion que l'Afrique mérite amplement. C'est le moins que nous puissions faire. N'allons pas nous aussi donner dans l'afro-pessimisme par notre silence — silence qui ne peut être que lourd de sens... et de mépris, pour l'Afrique et les Africains.

Ceci dit, alors que les deux premiers numéros de 1996 ont apporté aux lecteurs de Politique africaine deux dossiers de Débats animés par des collègues de l'étranger (deux Britanniques, un Canadien et un Guinéen de Bissau), la rubrique Débats de ce numéro 63 de Politique africaine donne la parole, et c'est un hasard, à deux africanistes bien connus de la revue : Olivier de Sardan et Peter Geschiere.

Les réflexions que nous vous proposons aujourd'hui portent sur des problèmes importants d'analyse et de compréhension du politique en Afrique : à savoir, la corruption (Sardan) et la sorcellerie (Geschiere). Ces deux articles, tout comme les dossiers précédents sur l'ethnicité, le droit ou la coopération, nous interpellent et nous incitent à relire les réalités du politique en Afrique à l'aune de ce processus de démocratisation dont on parle tant. En effet, Sardan et Geschiere rouvrent deux grands dossiers, chargés s'il en est, et dont on peut facilement penser qu'il n'y a plus grand chose à dire. Erreur.

Le premier, de Olivier de Sardan, part de la constatation que la corruption en Afrique ne disparaît pas avec l'ouverture démocratique ; au contraire, elle semble « inscrite » dans la pratique africaine du quotidien. Pourquoi ? Sardan cherche à reprendre l'analyse de la corruption par le biais de la notion d'économie morale, s'appuyant pour ce faire sur des bases analytiques qui évitent les écueils du point de vue « culturaliste » et de l'approche économiste. Pour l'auteur, il s'agit de comprendre « l'enchevêtrement culturel » de la corruption, de « mettre en évidence les normes sociales ou logiques de comportement largement présents en Afrique », c'est-à-dire, en clair, d'appréhender le contexte, de saisir les logiques et les dynamiques socioculturelles et économiques qui font naître et se développer la corruption.

Olivier de Sardan propose une grille de lecture claire et utile qui ne peut que relancer le débat sur ce phénomène à la fois tant décrié et tant pérenne.

Sa conclusion n'en est que plus alarmante : « D'où ce sentiment général d'impuissance face à une mécanique infernale. Et d'où cette hypothèse : le développement de mouvement de type "puritain" entendant réformer les mœurs publiques... apparaît comme un des seuls moyens, en l'absence d'une auto-réformation improbable des élites politiques, de prétendre inverser le cours des choses. »

Geschiere, quant à lui, nous parle de sorcellerie, avec l'ethnicité certainement la question sur l'Afrique la plus discutée depuis que l'Européen a posé le pied sur le continent noir. Oui, mais voilà, la sorcellerie (quel que soit le nom que l'on veuille bien lui donner) se porte toujours bien. Elle va même de mieux en mieux. L'auteur montre, à travers l'exemple du Cameroun, qu'ici aussi l'ouverture démocratique « ne dépasse pas le rapport entre politique et sorcellerie, mais le complique ».

Geschiere s'intéresse d'abord au rapport entre village et élites urbaines — un rapport qui a évolué avec les possibilités d'enrichissement que l'économie urbaine a permis mais qui, par ailleurs, reste toujours aussi empreint de sorcellerie. L'auteur explique comment le cadre et les logiques socioculturelles influent sur la perception de réussite économique qui est l'axe principale de cette relation entre village et élites. D'où le développement de nouvelles formes de sorcellerie régissant cette relation et déterminant les règles de conduite des élites qui restent empreintes du besoin de gérer prudemment leur rapport avec le terroir d'origine.

Au fond, conclut Geschiere, « l'Afrique n'est pas radicalement différente à cet égard ». Partout il nous faut comprendre comment les hommes déclinent le rapport entre magie et modernité.

On voit donc que, chacun à leur manière, Olivier de Sardan et Geschiere contribuent aux Débats dont l'analyse du politique en Afrique a besoin.

A nous tous d'assurer que ces Débats s'amplifient et gagnent en qualité.

Patrick Chabal